

UN « FELLAGHA » M'A DIT...

EN PAGE 4

Démocratie

ORGANE DU PARTI DEMOCRATE DE L'INDEPENDANCE — 65, Bd. Danton — Casablanca

Première Année N° 44

Lundi 23 Décembre 1957

Prix : 30 fr.



Malgré les meilleurs sermons, l'Europe est réticente.

Les Arabesques de l'Actualité

par ROLAND BACRI (le petit poète)

LA COUR DES MIRACLES

Un hôtel borgne
Une lanterne sourde...
La Justice boiteuse
Et la Grande Muette
Attendent les clients.

Manque de bras
L'industrie est
Paralysée
L'amour aveugle
La tragédie en tics...

Un homme souffreteux
(Il n'a plus que l'impôt
Sur les os)
Crache sans arrêt
Dédé-la-phynance
(Qu'a la bosse
Des affaires)
Lui tient le crachoir.

Tout là-haut
Pour ne pas déparer
Le tableau
Le grand Sourd
Se prend pour
Le bon Dieu.

Le cul-de-jatte
Tape un jeton
A la Fortune somnambule...
(Elle vient en dormant).

Dans un cul-de-sac
Quelques impotantes
Personnalités
Gardent la Chambre
Et le Cabinet.

C'est la Cour des Miracles
La Cour des claudicants
Des affreux
Et du monde qui va
De travers :
L'agriculture



UNE AUTORISATION QUI NE VIENT PAS

A la suite des événements d'Ifni le Bureau Politique du Parti Démocrate de l'Indépendance avait décidé pour venir en aide aux combattants des Ait Bahamrane de demander l'autorisation conformément à la législation en vigueur au Secrétaire Général du Gouvernement, de faire appel à la charité publique.

Lettre fut adressée à ce faut fonctionnaire à qui le caractère d'urgence de l'action en faveur de nos frères combattants qui souffrent du froid et de la faim fut expliqué. Tout un dispositif avait été mis en place par le parti dans toutes les régions du Maroc pour collecter argents, habits et ravitaillement. Ce dispositif que nous avons mis au point au prix d'un grand effort attend toujours l'autorisation de M. le Secrétaire Général pour remplir sa mission patriotique et humanitaire.

Nous nous étonnons de ce que les demandes de certain parti, de certaines associations soient satisfaites promptement et accompagnées de sourires condescendants alors que nos demandes restent toujours dans les tiroirs. Veut-on monopoliser la charité publique après avoir monopolisé la fonction publique, les licences d'importations et d'exportations, les autorisations de transport, le crédit agricole, etc., etc...

De plus en plus il y a deux Maroc, celui des privilégiés, celui des oppresseurs et des opprimés.

Cette situation devient intolérable il est temps qu'elle finisse.

CONFIDENTIEL

Il se confirme que la politique du Ministre des Affaires Etrangères sur le problème algérien s'éloigne de plus en plus du communiqué de Rabat signé par S.M. le Roi et le Président Bourguiba : communiqué qui spécifie que le Maroc et la Tunisie mettent à la disposition de la France et du F.L.N. leurs bons offices.

Le responsables de la diplomatie marocaine préfère manœuvrer seul. Pourquoi cette action clandestine ? Les Tunisiens comme les Algériens n'en sont pas satisfaits.

Il est question au Ministère de l'Intérieur de l'élimination de plusieurs caïds et pachas. Les arrestations du neveu du ministre Lyoussi, du frère du Gouverneur Ahardan et des deux fils d'Addi ou Bihi ne sont-elles que les premières mesures qui seront suivies par d'autres.

Il n'est plus question à Rabat que du futur changement de gouvernement.

Trois noms parmi les ministres actuels sont cités comme de futurs

Président de Conseil probable. La nouvelle formation gouvernementale tendrait à l'homogénéité totale. La lutte reste ouverte entre différentes personnalités pour les postes que vont libérer les ministres non-istiqlianiens.

L'envoyé spécial du Congrès Afro-Asiatique au Maroc M. Zakria Lotfi Goumouâ, député et journaliste égyptien a eu une regrettable mésaventure avec la police de l'aéroport de Casablanca. Quoique, muni d'un passeport diplomatique M. Lotfi Goumouâ fut retenu par la police pendant un bon moment. Il se demandait s'il avait à faire à la police du Maroc Indépendant ou à une police non-marocaine. Cette affaire dit-on n'a pas manqué de soulever plusieurs protestations.

On dit dans les milieux près au gouvernement que le Ministère de l'Intérieur s'oppose à un projet de loi donnant la direction de toutes les prisons au Ministère de la Justice. Pourquoi cette opposition ?

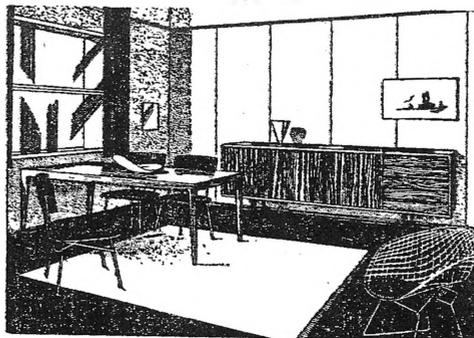
CETTE SEMAINE

Des étudiants algériens disparaissent	page 3
Un Fellagha m'a dit... ..	« 4
Des « Bougnoules » comme les autres	« 5
L'O.T.A.N. regarde l'A.F.N.	pages 6 et 7
Changer ou disparaître	« 8
Hongrie Année Zéro	« 9
Scolarisation algérienne	« 10
Louves et Cycloaes	« 11
La Nouvelle Université	« 12
Conférence de M. Duverger	« 12

POUR MEUBLER VOS VILLAS, VOS APPARTEMENTS

Adressez-vous au SPECIALISTE DU MEUBLE

PALAIS DU MOBILIER



qui mettra à votre disposition POUR VOUS CONSEILLER
SES SERVICES DE DECORATION ET SES TECHNICIENS

PALAIS DU MOBILIER

CASABLANCA, 18 à 28, Bd Leclerc - 63, Bd Mohammed-V

Succursales : RABAT - MEKNES - FES - TANGER

Les événements... et les hommes

Des étudiants Algériens disparaissent en France

(D'un de nos correspondants à Paris)

Les étudiants algériens, après deux ans d'une grève qui leur a coûté un sacrifice intellectuel inouï, ont décidé de reprendre leurs cours durant l'année 57-58. Ils ont ainsi voulu plus que jamais faire preuve de solidarité avec les milieux étudiants internationaux, solidarité imbue d'une confiance qui permettra peut-être l'entr'ouverture d'une porte au drame algérien. Cette option acquise non sans un effort magnanime de leur part, cette option acquise non sans une volonté ferme de croire en la culture française, en les valeurs sacrées de la France, non sans un pénible débat de conscience, pouvait au premier abord laisser envisager un avenir serein, sans le moindre obscurantisme.

Les étudiants algériens ont été déçus. Jour après jour, en France même, le contraire se concrétise : le gouvernement français, là même où il pourra demain trouver le meilleur terrain d'entente, la plus franche compréhension, se borne d'emblée à jouer la carte de la plus exécrable des politiques : celle de la RUPTURE, en s'attaquant aux étudiants.

En effet, une première arrestation remonte au 12 novembre. Ce jour était arrêté à Montpellier le secrétaire général de l'U.G.E.M.A. (Union Générale des Etudiants Musulmans Algériens), Mohamed Khémisti, étudiant en 2e année de médecine dans cette ville. Khémisti, dirigeant syndicaliste étudiant était bien connu en France comme à l'étranger où il avait participé à plusieurs rencontres internationales, sur les problèmes de la coopération étudiante.

Khémisti a été arrêté sur mandat du juge d'instruction militaire d'Alger et transféré en cette ville. Aucune inculpation n'a été préalablement portée contre lui. Quel est alors le motif de son arrestation ? Pourquoi le transfère-t-on à Alger ? Que signifie ce mystérieux et lâche silence qui entoure cette affaire afin de l'enterrer à tout jamais dans le traditionnel abîme de l'oubli ?

Khémisti a été détenu, sans présentation au parquet, pour une durée qui a largement excédé 48 heures. Or si même l'on se réfère à la loi sur les pouvoirs spéciaux, sa détention dans les locaux de police avant sa présentation au parquet NE DOIT PAS EXCÉDER 48 heures. La loi sur les pouvoirs spéciaux, votée il y a à peine trois mois, se trouve donc d'ores et déjà violée. Où veut-on en venir ? Faut-il demain faire voter des pouvoirs spéciaux nouveaux au sein même des pouvoirs spéciaux actuels largement dépassés et périmés ?

Mais Khémisti n'est pas le seul. Après lui, cette semaine encore viennent d'être arrêtés à leur tour : Chésid, président de la section de l'U.G.E.M.A. de Reims, Baali Allaoua, président de la section de l'U.G.E.M.A. de Lyon, Marzoug,

membre de cette section, ainsi que Benabderrahmane Mohamed. Chésid aurait été torturé durant trois jours dans les locaux de police.

Les arrestations hier éparses, tendent à prendre un caractère massif. Elles touchent maintenant les étudiants algériens dans leur ensemble, les plongent dans un climat de terreur mortellement néfaste pour la poursuite de leurs études.

Quelle a été l'attitude des étudiants français ou étrangers de France à l'égard de cet arbitraire ? Loin d'être passive ou indifférente. Après maints messages de protestation des différentes unions aux autorités responsables, un meeting a été organisé à Paris, le mardi 17 novembre dans la salle des Sociétés Savantes, là même où il y a quelques jours est née et s'est affirmée l'Union des partis de la Nouvelle Gauche. Un détachement de police aussi indiscret que possible surveillait les abords de l'entrée. Devant 500 étudiants, ont pris la parole plusieurs délégués représentant diverses unions, notamment l'Union des Etudiants d'Outre-Mer, d'Afrique Noire, du Cameroun, de Tunisie, du Maroc, des Ecoles Normales Supérieures, de Madagascar ; des étudiants radicaux, socialistes, communistes, de l'Union de la Gauche Socialiste... On a noté même la présence d'une déléguée représentant une association nouvellement créée : « l'Union des Etudiants Algériennes d'origine européenne » dont le nom seul révèle la véritable solidarité, l'authentique présence, celle des cœurs. Parmi eux, le jeune avocat Me Vergès, défenseur de Jamila Bouhired et actuellement de Khémisti.

Avec une fermeté et un courage rarement atteints, tous ont été unanimes pour condamner la disparition progressive des libertés les plus fondamentales, tous ont compris que le véritable patriotisme ne consiste pas à taxer de traîtres ceux qui dévoilent vos fautes. Mais aussi devant ces arrestations, les étudiants français se sont sentis coupables : cette Charte de Grenoble qui régit leurs droits syndicaux et dont le caractère dominant est la défense de la liberté de l'étudiant contre l'oppression, qu'en est-il advenu ? Du fait même qu'elle vient d'être violée, le syndicalisme étudiant n'a-t-il pas perdu son fondement pratique, ne se réduit-il plus maintenant qu'à une esquisse de théorie sans objet ?

Tout ceci frappe lourdement, comme un coup de gong, dans la conscience étudiante. La réalité se présente nue à leurs yeux, ils savent que leur réaction sera un stimulant précieux pour l'opinion française et étrangère, et ils réagissent. Et comme on l'a vu au meeting de mardi, le représentant radical socialiste n'hésitera pas à dire à son président radical Gaillard : « Nous en avons assez, nous demandons que vous reconnaissiez vos échecs ».

CHRAÏBI Med.
Droit - Paris

EDITORIAL

LIBERTES PUBLIQUES ET CRISE GOUVERNEMENTALE

Dans le dernier numéro de « Démocratie », nous avons dans la rubrique « Confidentiel », signalé le contre-projet présenté par les ministres de l'Intérieur relatif à la liberté d'association et de création de partis politiques. Il nous souvient que lors de l'interdiction du Mouvement Populaire par le Ministre de l'Intérieur et à la suite d'une atmosphère très tendue qui avait gagné de nombreux secteurs de l'opinion publique le Président Bekkaï avait jugé sage de présenter un projet de Dahir au Conseil de Cabinet pour statuer en matière de liberté d'association et de création de partis politiques.

Le projet élaboré par le Président du Conseil tout en tenant compte des exigences de l'ordre public et des bonnes mœurs, tout en veillant à la sauvegarde du régime monarchique, préconisant la liberté d'association et de création de partis politiques dont la dissolution ne pouvait être prononcée que par les tribunaux judiciaires.

Ce projet revêtait une importance capitale pour l'avenir du Maroc, car il était un test, il allait permettre de voir quelle direction prendrait le gouvernement ! Est-ce celle de la dictature ou celle de la démocratie ? L'opinion marocaine restait suspendue à cette décision.

Il était dans la logique des choses que les ministres adeptes du parti unique refutent le projet du Président Bekkaï et apportent un contre-projet en harmonie avec leur philosophie politique.

Ce qui fut fait.

Ce contre-projet stipule dans un article essentiel la possibilité pour le Ministre de l'Intérieur de dissoudre toute association ou parti politique en usant du prétexte de l'ordre public ; quitte pour lui à en informer le Conseil de Cabinet dans un délai de deux mois.

Il est donc clair que le Ministre de l'Intérieur veut mettre au point une législation adéquate pour supprimer toutes tendances politiques, qui ne sont pas identiques aux siennes.

Cette phase est celle de la légitimation du parti unique.

Il est certain qu'au sein du gouvernement des dissensions, des crises idéologiques existent et revêtent un caractère aigu.

Cette crise latente qui n'est que le reflet de la grande inquiétude qui se saisit de l'opinion publique a été à l'origine des informations sur un éventuel changement de gouvernement.

Si changement de gouvernement immédiat il y a, il aura eu pour cause la confrontation de deux thèses politiques diamétralement opposées, l'une politiquement libérale, l'autre autoritaire.

Ainsi l'option en faveur ou contre la démocratie est brutalement posée.

Elle dépend du choix de la future équipe gouvernementale.

Nous tenons à rappeler que le peuple est dans sa grande majorité partisan de la démocratie et ennemi de la dictature et des régimes policiers.

Ce peuple est conscient et averti du travail de sape qui est entrepris contre les libertés publiques. Il n'est pas dupe, mais sa maturité politique et sa sagesse sont à l'origine de son attitude digne, calme mais sévère.

Il est temps que les égarés, que les ambitieux et les égoïstes cessent de mener le Maroc vers l'aventure. Ils ont assez longtemps abusé le peuple.

Il y a une limite à sa patience.

Il ne faut pas provoquer sa sainte colère.

« Démocratie »

ANNONCES LEGALES

DIRECTION GENERALE
DE LA SURETE NATIONALE

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Relatif à la fourniture
de 30 machines à écrire
à caractères latins.

Le DIRECTEUR GENERAL de

la Sûreté Nationale recevra jusqu'au
11 janvier 1958 avant 12 heures,
dernier délai, les offres relatifs à
la fourniture de :

30 machines à écrire, à caractères
latins.

Pour tous renseignements, s'adresser à la Direction Générale de
la Sûreté Nationale, rue de la Maré-
chale (Service du Matériel) à Rabat.

UN FELLAGHA M'A DIT...

(Au cours d'un bref séjour aux confins algéro-marocains, notre collaborateur Maurice MASCHINO rencontra quelques soldats de l'A.L.N. Il rapporte ici la conversation qu'il eut avec l'un d'eux. - N.D.L.R.)

... Slimane m'avait griffonné un plan, et à travers les ruelles sombres du douar, j'avais quand même fini par découvrir la maison. Mais la vieille femme qui m'avait entr'ouvert s'obstinait à me repousser, rien à faire pour lui expliquer que j'étais un ami d'Amer, qu'il m'attendait. Un gosse, qui passait, s'entremît. Alors, soupçonneuse, sur la défensive, elle consentit à me laisser entrer. Puis elle appela.

— « Ne te formalise pas, me lança Slimane, qui accourait. Elle arrive d'Algérie. Il y a un mois à peine, les paras, sous ses yeux, ont torturé son fils. Qu'un Français soit des nôtres; ça ne lui viendrait pas à l'esprit. Dans son bled, les libéraux, ça n'existaient pas ».

Que lui dit-il au juste ? Avant que j'aie pu esquisser un geste de retrait, elle m'embrassait les mains, me bénissait; et de toute la soirée, elle ne sut qu'inventer pour m'exprimer sa chaude bienveillance.

Dans la pièce, quatre Algériens. Sliman, Driss, son frère, Chérif, un cousin, Amer. J'aimerais, tout de suite, entendre Amer, le questionner, il descend du djebel; il y a quinze jours, il se battait encore. Mais Driss, peut-être pour le détendre, me répète un passé que je connais déjà.

— « ...Sliman et moi, nous avons fui l'Algérois en mai. Le jour, on faisait la classe, la nuit, l'agent de liaison, le ravitailleur. Au début, c'était assez simple. Mais depuis la grève de février, nous étions marqués. Ça a été une maladresse, cette grève, ça nous a tous découverts, comme si on s'était accroché une pancarte dans le dos : « Frontiste ». A la sortie de prison — on a fait un mois — l'Administration nous a mutés. Peu après, on a voulu rejoindre les maquis. Refusés. Il y avait trop de volontaires. Chaque jour, dans tous les maquis d'Algérie, on refoule du monde. Non, la question du recrutement ne se pose pas pour nous. L'A.L.N. groupe déjà 100.000 combattants, et il y en a 300.000 environ, à ses côtés, qui s'occupent des tâches secondaires, ravitaillement, transports, informations... »

Qui ne le sait ? Des hebdomadaires l'ont écrit. J'ai hâte d'entendre Amer me raconter sa vie de maquisard; les chiffres, les généralités, c'est abstrait, et les Algériens, dans les journaux, ça existe toujours au pluriel, ou au singulier collectif : « L'A.L.N.... ILS... » Cet homme, pourquoi s'est-il jeté dans la bagarre, quel est son « moral », sa foi, qu'a-t-il vécu ? Mais Amer se tait, il se bute dans un silence appris. « Ils ont l'ordre de se taire — c'est Chérif qui parle — par prudence, d'abord, et surtout par respect du groupe, par solidarité avec les autres ». — Je saisis mal.

— « Oui, poursuit Chérif, il y a toutes sortes de façons de cultiver la personnalité. Raconter ce qu'on a fait, c'est se raconter, c'est se complaire, plus ou moins, dans le récit de ses propres aventures, c'est se distinguer des autres. L'A.L.N. n'a pas le culte du héros, ni de la personne; ce qu'on cherche à développer chez les hommes c'est, avant tout, un esprit — pas de corps, ni de troupe — mais national. Les moujahidines doivent se renoncer

comme individus, parler, penser, agir ALGERIEN. Ils n'existent qu'en fonction de l'Algérie; solidaires les uns des autres, égaux entre eux, ils inventent un homme nouveau — oui, ça fait propagande, mais je vous assure que c'est ainsi — ils façonnent un type nouveau d'Algérien ».

— « Précisément, intervient Slimane, c'est cela qu'il faut expliquer aux Français. Les Algériens, pour eux, c'est des rebelles, des terroristes, des tueurs. Ils ne voient pas autre chose. Il y a le mythe « fellagha », comme il y a un mythe « Algérie française » : le type qui a un couteau entre les dents, et qui tue ».

Chérif l'a-t-il convaincu ? Amer semble ébranlé. Ils échangent quelques mots en arabe... Pourvu qu'il



Mourir pour être libres.

ne « récite » pas ! Mais non, déjà il parle de son passé, il hésite parfois, comme s'il fouillait dans un écheveau de vieux souvenirs, dans les souvenirs d'un étranger.

— « ...Avant l'insurrection, dit-il, je militais au M.T.D. J'étais livreur chez un commerçant de la banlieue d'Alger. Je n'avais pas de parents, mon frère, qui m'élevait, est mort en 1945, à Sétif, quand il y eut la répression. Une tante m'a pris en charge. En 1954, j'étais jeune, j'avais 22 ans; je voulais que ça change en Algérie, c'est pour ça que j'ai milité. Mais je voyais bien qu'avec des discours et des déclarations, on n'aboutirait à rien. Alors, quand la révolte a éclaté, aussitôt j'ai pris les maquis ».

— « La guerre, pour vous, en Novembre 54, c'était une solution de désespoir, ou déjà vous partiez gagnants, sûrs d'arriver ? »

— « Comment vous dire ? C'était les deux. Si l'on voulait se faire entendre, il n'y avait pas d'autre méthode. On nous a condamnés à la violence, c'était la seule issue. Seulement, très peu d'Algériens « y » croyaient. Moi-même, je me rappelle, quand j'ai quitté mon travail, le 2 novembre, je n'espérais pas grand chose, j'étais convaincu que j'allais mourir; mais j'allais à la mort librement, c'était une mort

d'Algérien, d'homme libre. Nous, on préparait la victoire des autres, c'était en leur victoire qu'on espérait; on donnait le signal, c'est tout ».

— « Comment avez-vous rejoint les maquis ? »

— « En taxi — Un camarade m'a emmené à 30 kms d'Alger; il m'a laissé sur la route. Je n'avais contacté personne en partant; mais, dans le village où j'allais, je savais que je trouverais quelqu'un qui « était dans le coup »; et qui m'acheminerait vers les moujahidines ».

— « Quelle fut votre vie au début ? »

— « Extrêmement duré. Nous étions vraiment seuls. Livrés à nous-mêmes. La population, sceptique, ne croyait pas qu'on tiendrait; par crainte des représailles, elle se montrait réticente. Il nous était impossible de séjourner longtemps au même endroit, on marchait sans cesse ».

« Nous étions mal équipés aussi; pas d'abri. Je me souviens qu'une nuit entière, nous sommes restés debout sous une pluie diluvienne, on ne pouvait pas se coucher, la boue nous aurait balayés. Il y avait la faim également; en 55, la section, pendant deux mois, s'est nourrie de figues de barbarie ».

— « Et l'armement ? »

— « Au début, nous n'avions rien, ou presque; des fusils de chasse, de vieux pétards. Les bazooka, les mortiers, les STEN, tout, dans notre wilaya, a été récupéré sur l'armée française. Depuis quelques mois seulement, nous avons des armes étrangères, italiennes, yougoslaves, anglaises; mais en petit nombre. L'essentiel reste ce que nous récupérons après une embuscade, ou ce qu'on nous donne ».

— ?

— « Ça vous étonne ? Tenez, avec la compagnie, en majorité des rappelés, qui occupa un temps notre région, les rapports étaient excellents. « Pas d'accrochage, on s'ignore », nous fit transmettre, par un berger, le capitaine qui la commandait. En partant, ils ont laissé des grenades, des caisses de munitions, des fusils ».

« Il y a des régions qui, un certain temps, ne bougent pas. Les journaux disent que c'est pacifié. En réalité, la troupe qui stationne a acheté ce répit. Ce n'est pas exceptionnel. Il y a de plus en plus d'officiers dégoutés; ils savent qu'ils se battent pour rien, qu'on les sacrifie en vain, que l'Algérie, tôt ou tard, sera indépendante. Ils nous tolèrent, et on s'épargne. Un jour, le capitaine en question nous transmit : « Dans l'heure j'attaque le piton ». L'aviation mitrilla un piton désert, et la troupe occupa un terrain abandonné ».

Pour les coups durs, le Commandement envoie toujours des légionnaires, ou des paras ».

— « Comment se produisent les accrochages ? »

— « Généralement, les Français n'attaquent pas. Parfois, ils savent où nous sommes — et nous savons alors qu'ils savent — mais ils nous laissent partir, ratissent ensuite. Seuls les légionnaires, les paras ont du mordant; ils pillent, tuent, sacagent. Chez nous, on les appelle les « voleurs de poules » : quand ils ont nettoyé une dechra, avant de partir, ils tordent le cou aux poules, et les emportent ».

— « Servan - Schreiber, dans

LIEUTENANT EN ALGERIE, parle des Commandos Noirs — ces petits groupes de soldats qui s'installent dans les mechtas pour renouer le contact, et gagner la confiance de la population. En avez-vous rencontrés ? »

— « Personnellement, non; mais une autre section s'est faite accrocher. Peut-être voulaient-ils faire la paix dans les villages, mais je crois bien que c'était pour mieux faire la guerre dans la montagne ».

— « Etes-vous gêné par l'aviation ? »

— « Pas lorsque nous avons l'initiative. L'aviation n'intervient d'ordinaire que 12 minutes après le début de l'attaque. C'est plus qu'il nous faut pour désarmer un convoi, par exemple ».

— « Faites-vous des prisonniers ? »

— « Quelquefois. Les rappelés, les maintenus, on les dirige d'habitude sur le Maroc, où ils sont libérés. On ne leur en veut pas; ils sont forcés d'être là ».

— « Avez-vous des Français parmi vous ? »

— « Quelques-uns, oui ».

Amer n'a pas compris ma question, c'est significatif... Mais Slimane précise, en arabe.

— « Des moujahidines français ? reprend Amer. Pour ainsi dire pas. Maillot voulait former un maquis communiste, indépendant des nôtres. Il était communiste d'abord, algérien ensuite. Tous les communistes pensent d'abord à leur parti, après seulement à leur patrie ».

« Mais il y a des chrétiens avec nous, des démocrates, surtout dans les villes, qui n'hésitent pas à héberger et soigner les maquisards ».

— « La population vous est acquise ? »

— « Evidemment, sans quoi nous n'aurions jamais pu tenir. On dit qu'elle est terrorisée. Par les paras, les légionnaires, oui. Lacoste a accéléré sa prise de conscience : les tortures, les ratissages, les bombardements, les massacres, ça ouvre les yeux très vite, c'est une excellente initiation au « fait national algérien ».

« Dans les premiers temps, bien sûr, les gens se méfiaient, certains nous prenaient pour des bandits. Les vieux, surtout, étaient butés. Or il nous fallait des armes à tout prix; ça m'est arrivé, un jour, d'obtenir un fusil sous la menace d'un revolver... en bois. Quelques mois plus tard, le paysan s'est offert, de lui-même, à nous ravitailler ».

« Maintenant, tout le monde nous aide. Pas un seul douar, pas une seule mechta qui n'ait ses maquisards. Tous les Algériens sont suspects, c'est juste — suspects de vouloir une Algérie indépendante ».

— « Mais Bellounis ? »

— « Il a 3.000 hommes avec lui, c'est un fait. Mais 3.000 hommes qu'on trompe, qui s'imaginent lutter pour l'indépendance, on leur a laissé le drapeau algérien, vous avez vu ? Ils ne savent rien des déclarations de leur chef (reconnaissance de la souveraineté française en Algérie), ils n'ont aucun contact avec les populations; le bellounisme, c'est une mystification collective, mais Bellounis, lui, c'est un traître ».

— « Le bouclage des frontières est-il efficace ? »

— « La ligne Morice nous a gêné au début. Le temps de s'adapter. Maintenant, il y a mille moyens de

(Suite en page 8)

Des « Bougnoules » comme les autres

« Je ne pense pas que les types de notre génération parleront beaucoup de leurs guerres. S'ils le font, ça ne pourra pas être sur le monde héroïque ». Mais il y a déjà une sorte d'héroïsme à en parler tout court, à dire brutalement, sèchement, quel genre de guerre, quelle « saloperie » ce fut — comme fait Olivier Todd dans UNE DEMI-CAMPAGNE. Car de tous les témoignages de soldats parus jusqu'à présent, LIEUTENANT EN ALGERIE, de Servan-Schreiber, MALAVENTURE EN ALGERIE, de Barberot, LA PAIX DES NEMENTCHAS, de Bonnaud, je n'en connais pas de plus vrai, de plus rigoureux, de plus lucide. Je n'en vois pas, dis-je, qui manifeste à ce point une telle exigence de vérité, ni qui la maintienne, intégrale, impitoyable, jusqu'au terme de sa déposition.

LIEUTENANT EN ALGERIE, par exemple, entretient une certaine équivoque : il s'agit, plus ou moins, d'innocenter l'armée de crimes ou d'échecs qui incomberaient, essentiellement, à la sottise mortelle des politiciens. Sans doute l'auteur reconnaît-il qu'il y a, dans l'armée d'Afrique, des salauds, mais ces salauds le sont, en quelque sorte, malgré eux, ce sont d'abord des types mystifiés, trompés, en chacun d'eux sommeille un honnête homme qui s'ignore, ou presque... L'adjudant Gamberot, une brute, condamne lui-même l'emploi de l'aviation au moindre accrochage, et Servan-Schreiber ne se montre objectif, et féroce, qu'envers les généraux. Dans LA PAIX DES NEMENTCHAS, on trouve une pareille complaisance à l'égard d'hommes bons « au fond », mais que la propagande, et un racisme d'occasion fourvoient.

Cette complaisance, Olivier Todd la refuse. Sans ménagement, crument, cruellement, il rapporte la demi-campagne qu'il fit — quelques mois dans le Rif. Il ne dissimule rien, crache la vérité, et d'abord celle-là, « qu'un militaire acceptable, ça n'existe pas, quelle que soit l'armée à laquelle il appartienne ». « Dès qu'une armée révolutionnaire devient armée de métier, continue Todd, elle pourrit. Un bonhomme qui se prépare sans cesse au meurtre légal, par métier, est un détraqué. Quant aux militaires qui mettent toutes les difficultés sur le compte des politiciens, ils nous fatiguent autant que les députés qui font la morale aux généraux. On a, en effet, l'armée de sa politique, mais il y a aussi la politique de l'armée ». En quel « gigantesque merdier » cette politique-là a transformé l'armée du Rif, à quel mépris d'eux-mêmes, et des autres, à quelle déchéance elle a réduit ces soldats, voilà ce que montre, sans pudeur, UNE DEMI-CAMPAGNE.

Car bien que le livre se présente comme un roman — il en a d'ailleurs la consistance, la durée, et pas seulement la forme — c'est avant tout un document, et tout document a une signification, il veut dire quelque chose, il s'en dégage, selon l'étymologie même, une leçon. Il n'y a jamais de fait brut et l'art du romancier-témoin, s'il n'est pas d'enseigner — un roman n'est jamais une démonstration — est d'inciter à une juste lecture des faits qu'il présente. Or c'est à cette double lecture que nous convie, précisément, Olivier Todd : le sale boulot de l'armée en Afrique du Nord, il est imputable, certes, à la politique qui l'exige ; d'autres que lui l'ont dit, mais cet aspect-là de la question n'explique pas tout, il est partiel, partiel et, somme toute, secondaire : si l'armée accomplit si

aisément les tâches qu'on lui impose (râtissages, massacres d'innocents, exécutions sommaires) c'est qu'elle y a, peut-être, certaines prédispositions, c'est qu'elle trouve, dans les « qualités » requises par le métier des armes, certaines facilités, c'est qu'elle recèle, en puissance, des « vertus » que les politiciens solliciteraient en vain, si elle en était dépourvue. « On a l'armée de sa politique... Il y a la politique de l'armée » : c'est par la conjonction de ces deux politiques qu'Olivier Todd a le mérite, et le courage, de dévoiler

le sergent, trouve suspect ce Renard qui « a de l'instruction » mais refuse d'être officier... sur le Pasteur... dans le Rif... chacun pour soi, toujours.

L'homme, qu'au départ on a exécuté chez ces jeunes gens, comment renaît-il ensuite ? Il n'y a de discipline valable que librement acceptée et reconnue, que celle-là qu'assume l'individu en pleine connaissance de cause, dans l'intérêt du groupe, et le sien propre. La discipline n'est pas une fin, sinon elle dégrade, c'est un moyen ; on est discipliné pour quelque chose,

et d'expliquer l'absurdité de la campagne rifaine.

L'absurde, le dégueulasse — qui sera, là-bas, leur style de vie — ils le découvrent à leur départ, un départ à la sauvette, au petit matin, rapide, discret comme une exécution. Ça évite les manifestations, les attroupements, il n'y a personne et les types, à moitié endormis, abrutis, recroquevillés sur eux-mêmes, ne protestent pas, laissent faire. Chacun pour soi dans ce camion,

en vue de quelque chose. La cause, ici, les soldats l'ignorent ; elle a même quelque chose d'inavouable : on les embarque, on les engage à l'aube, comme des bêtes, comme des condamnés. Comment cette discipline-là réussirait-elle à créer un « esprit », à humaniser ceux qu'elle bêtifie, à instituer entre eux, entre eux et les autres enfin, des rapports d'hommes ? Elle ne rapproche pas dans la poursuite d'un idéal ou d'un but commun, elle n'unit pas,



Un départ à la sauvette, au petit matin, discret comme une exécution.

où Glomot engueule Monnier, où Garnier se rappelle la dernière conversation qu'il eut avec son patron, où Charmelyne répète déjà, comme toujours, « Y a intérêt ». Chacun pour soi au camp de Mouy, où des centaines de soldats, victimes de « dix ans du j'm'en foutisme de l'administration militaire » cherchaient « un P.C. qui n'existerait pas encore, un foyer fermé ou un réfectoire vide ». Chacun pour soi encore, dans le train où Garnier,

elle divise, isole, oppose, Olivier Todd dégonfle magistralement le mythe de la camaraderie aux armées. Elle existe dans certains cas, jusqu'à un certain point, et pour qu'elle soit complète, « il faudrait... avoir à peu près la même attitude à propos de l'adversaire. Il faudrait le haïr, le mépriser ou l'en-venir ensemble... (avoir) quelques passions communes ».

« Ça n'est pas le cas ici... Nous sommes comme des cubes de glace dans

un réfrigérateur, toujours ensemble et toujours séparés ». Partis pour une destination inconnue, ils font, sur place, un boulot idiot : « On les faisait patrouiller sans but précis, occuper des pitons sans vue, ouvrir des routes que leur passage ne transformait en rien ». C'est la guerre et ce n'est pas la guerre, ils « font leur temps » dans l'ennui, et l'ennui a beau se vivre à plusieurs, c'est une passion solitaire, rien qui les unisse, les cimente — rien d'autre, précisément, que la peur, et son corollaire, le racisme. C'est parce qu'ils sont « naturellement, spontanément racistes » que la camaraderie est impossible : « On ne peut pas, ici, se sentir proche de la plupart des copains qui, individuellement, dans leur usine ou leur atelier, dans leur village ou leur ferme, sont certainement honnêtes et gentils, mais, dans cette saloperie de Rif, semblent souvent des étrangers avec lesquels on peut à peine communiquer. Comment aimer Pozzo qui, ce matin, bombardait à coups de mottes de terre un paysan, gratuitement, Beaumont qui tire sur n'importe quoi, Brochet qui rêve de cuisiner un rebelle... Monnier qui se délecte en rossant l'idiot du village... C'est pas normal, un soldat ».

Mais si un soldat, avant de devenir soldat, c'était normal, à qui la faute, si ça ne l'est plus après ? « Faut pas chercher à comprendre », c'est la force principale des armées, mais si borné soit-on, on comprend quand même, lorsqu'un officier vous déclare : « Si vous obéissez à vos chefs, il ne vous arrivera rien », qu'il se moque de vous, on comprend, à la longue, qu'une sentinelle n'est qu'un appât, que maintenir l'ordre, c'est servir de paravent à toutes les communautés et qu'un soldat ce n'est, pour tout le monde, et ses chefs d'abord, qu'un instrument, quelque chose de méprisable et de négligeable.

A Sidi Ali, par exemple, il y avait la corvée d'eau tous les matins. En principe, un groupe de protection devait précéder le groupe de corvée ; mais comme, à 8 h. du matin, les officiers se reposaient encore, on ne respectait pas les consignes. Un jour « on est parti pour la corvée comme d'habitude. Faut reconnaître que c'était plutôt le bordel. Le chef de groupe n'était pas levé, le F.M. était sur une des mules et le chargeur était à cent mètres derrière en train de bouffer... Juste à la fontaine on s'est trouvé, comme j'te parle, devant les rebelles... On a mis les voiles... Ça nous était au cul... ».

Un autre jour, Beaumont sort de sa tente, saute sur une mine. Affolement.

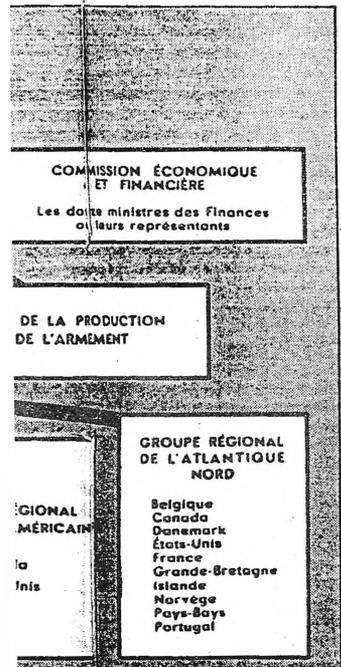
... Et puis, « on apprend que Beaumont avait sauté, tout simplement, sur une grenade piégée faisant partie d'un système de protection mis en place par la compagnie relevée quelques jours auparavant ». Il faut évacuer Beaumont sur Aknoul, mais il n'y a pas d'« ouverture » prévue, une auto-mitrailleuse escorte l'ambulance, mais tombe en panne ; embuscade, deux morts. « Si j'ai bien compris, pour amener un blessé, vous avez eu deux morts et un blessé de plus ».

Ca ne sont là qu'accidents, soit. Mais ils manifestent, à leur manière, ce mépris de l'homme, conscient, systématique, qui semble caractériser le commandement français. On se souvient que les hommes de Schreiber criaient : « Les généraux sont des cons » et que Schreiber préférait dire, ce qui revient au même : « Les généraux sont des généraux ».

(Suite en page 9)

l'Afrique du Nord

L'ATLANTIQUE



significative, qui se produisit dans les puissances depuis la fin de la guerre: invitation adressée par Monsieur Marshall pour organiser leur économie, condition s-Unis, une conférence tripartite: U.R.S.S. - se réunira à Paris, en fin de juin, pour de Marshall. A cette conférence, Monsieur des Affaires Etrangères, refusa catégoriquement la planification de l'économie d'une unité directeur, craignant qu'il Unis et les puissances occidentales, d'un des affaires des Etats situés dans la sphère ne tentait ne réussit à faire fléchir le 2 juillet, après son refus quitta Paris. domina les relations internationales, en « le plan Marshall », d'aide à l'Europe. L'établissement du programme de l'aide de l'Inde et jusqu'au printemps 1948. e à trois à Paris, avait semblé consacrer déjà existants, du monde en deux blocs autour de U.R.S.S. et l'autre autour des que toutes les nations d'Europe occidentale au plan des nations d'Europe orientale. De chaque côté, de ce que Monsieur le rideau de fer », se resserraient les ganisation économique correspondent aux s. Ces nécessités devaient bientôt faire alliance militaire. L'O.T.A.N. allait bientôt form répliquer par la création du Pacte des pactes allaient faire surgir dans la ournaux a monde entier une succession s: NATO, SEATO, ANZUS etc... Désormais er en maîtrise sur le monde et à chaque ormais devenu d'appeler les adversaires, e. A la victoire de Mao-Tsé-Toung allait ée, à la guerre d'Indochine le soutien à Kai-Tchek, la guerre des ondes et de la la voix de l'Amérique réfute les accusa- quète l'opinion publique mondiale s'inter- dans les pers proches et lointaines, sur des part allés en échange d'intérêts ppés de l'expang le banner ou de l'Étoile ventre les bombes à lettres d'alphabet, nous en sommes là. La conférence du rec sur édit et la course aux armements ccléré.

région de l'Atlantique Nord. Ce traité, appelé communément Pacte de l'Atlantique Nord, trouve « ses racines » dans la civilisation et l'héritage commun des peuples qui vivent des deux côtés de l'Océan Atlantique Nord. Il existe entre ces peuples des liens (dit le communiqué final) non seulement du point de vue d'une passé culturel, mais des liens d'une foi commune et profondément enracinés dans la dignité et la valeur de l'individu, dans les principes de la démocratie et le règne du droit ».

Le texte intégral du pacte de l'Atlantique Nord, négocié par les U.S.A., le Canada et les cinq puissances du traité de Bruxelles auxquelles vint se joindre la Norvège fut rendu public le 18 mars 1949 et proposé pour signature, au cours de la première semaine d'avril de la même année.

La rupture était ainsi définitive et de jour en jour allait monter a tension qui devait s'étendre pour aboutir à la guerre de Corée. De part et d'autres les positions se sont raidies et le Moyen-Orient clait devenir le champs de lutte où les diplomates de Moscou et de Washington s'affrontèrent.

A l'aide financière conditionnée des Etats-Unis, les Russes opposèrent l'aide technique et d'équipement qu'ils présentèrent comme dénuée de toutes conditions politiques. Dans certains pays sous-développés l'assistance soviétique rencontra une acceptation qui rovaqua des réactions nerveuses des U.S.A.

C'est alors que les pays arabes décidèrent dans leur ensemble de créer ce qu'il est convenu d'appeler le neutralisme positif, doctrine laquelle le président Nehru apporta son appui et sa caution. Ainsi se créa avec la Yougoslavie sortie de l'orbite du Kremlin un ensemble de nations qui refusèrent la participation à la guerre froide, en affirmant leur amour de la paix et la nécessité pour le monde de mettre fin au réarmement intensif.

Cet appel à la sagesse n'eut pas l'heur de plaire aux adversaires politiques de l'Est et de l'Ouest. Tandis que par l'agitation et la propagande, Moscou tentait de prendre pied à l'intérieur du Moyen-Orient, la passivité de Washington, permettait à la France et à la Grande-Bretagne de lancer sur l'Egypte le raid de Suez.

Cependant Washington devait comprendre rapidement la désaffection croissante des nations pacifiques pour les rodontades qui ressemblaient par trop à l'appel à la croisade intéressée. Les experts du Département d'Etat encouragés par le vice-président Nixon et certains sénateurs comme le sénateur Kennedy préparaient une reconversion de l'orientation de la politique étrangère américaine. La doctrine Eisenhower que l'Angleterre et la France aurait voulu orienter dans le sens d'un appui au pacte de Bagdad, opéra un virage en souplesse et constatant l'échec de sa première phase entreprit de reconsidérer sa formule et ses objectifs.

Par là-dessus se greffait souterrainement des affaires pétrolières et des incidences économiques à intérêts d'avenir. Budapest avait d'autre part laissé croire un moment au Département d'Etat à la proche désintégration du bloc soviétique. L'appui inattendu apporté à Moscou par Varsovie et Pékin montra l'inanité de cette appréciation. Militairement, stratégiquement et balistiquement le pacie de Varsovie ne présentait aucune faille et loin de désunir les pays communistes, l'appui de propagande apporté par le bloc atlantique aux insurgés hongrois n'avait fait que ressouder des liens qui effectivement commençaient à se détendre.

LE PACTE DE WARSOVIE

Le traité de Varsovie signé le 14 mai 1955 par 8 nations d'Europe orientale fut concrétisé dans sa texture par la conférence de Prague des 27 et 28 janvier 1956. Le problème du réarmement de l'Allemagne de l'Est semble être le principal objectif de cette conférence. En effet le 28 janvier, Monsieur Molotov alors ministre des Affaires Etrangères de l'Union Soviétique avait indiqué que la création d'une armée populaire allemande était une nécessité inévitable, que l'U.R.S.S. maintenait sa proposition pour un pacte de sécurité collective dont la signature permettrait de démanteler progressivement l'O.T.A.N. et l'organisation du traité de Varsovie. Enfin que l'U.R.S.S. continuait de penser que la réunification devrait être l'œuvre des Allemands eux-mêmes.

De la longue déclaration finale qui fut signée à l'issue de la Conférence de Prague, plusieurs points ressortent nettement.

D'abord l'identité de vue des participants sur la situation européenne et leur accord sur les mesures à prendre pour réduire la tension.

Ensuite leur opposition absolue « à la création de blocs militaires agressifs, tel que le bloc de l'Atlantique Nord, le bloc de Bagdad, le bloc militaire Sud-Est-Asiatique... ».

Le parallèle entre les dernières décisions de la conférence de l'O.T.A.N. à Paris et la conférence de Prague est indéniable et démontre comment sous des propositions de paix ou de discussion continue cette guerre froide qui par la course aux armements risque de se transformer en guerre chaude.

Il est curieux de reprendre les termes du communiqué final de la conférence de Prague qui dit notamment :

« Le résultat d'une telle politique est une course aux armements d'une ampleur jamais atteinte, en particulier dans le domaine des armes de destruction massive, des armes atomiques, à hydrogène, etc... Cette politique a, d'ores et déjà, eut pour effet que les Etats dépendent des moyens matériels puissants et de plus en plus consi-

dérables pour la fabrication d'armes atomiques et à hydrogène, des fusées, d'avions, de navires de guerre, de chars, d'artillerie et d'autres armes ».

Il n'y aurait rien à changer à cette déclaration si des résultats positifs dans la voie du pacifisme avaient été enregistrés depuis cette date. Mais comme les Etats-Unis, l'U.R.S.S. participe à cette course aux armements qu'elle dénonce.

LA COURSE D'ALGERIE ET CHYPRE

La Grande-Bretagne, la France et les Pays-Bas n'ont pas manqué au sein de la dernière conférence de l'O.T.A.N. de quémander l'assistance de leurs partenaires pour ce qu'ils continuent d'appeler leurs problèmes intérieurs: Nouvelle-Guinée, Chypre, Algérie. Il est difficile de comprendre le pourquoi d'une telle demande si l'on ne savait qu'une bonne partie du matériel de guerre employé pour conserver ces trois pays sous domination coloniale n'était précisément du matériel de l'O.T.A.N. La menace des fusées intercontinentales soviétiques a amené les pays colonialistes à démontrer aux U.S.A. l'utilité des bases de lancement pour fusées à moyenne portée, espérant ainsi faire revenir les Etats-Unis sur leur tendance anti-colonialiste.

Cette machiavélique tactique, jointe à la peur de la puissance d'armement soviétique ont fait que les Américains ont paru sensibles à cette argumentation.

Ce problème de l'utilisation des territoires nord-africains par les troupes de l'O.T.A.N. se pose aussi au Maroc et il est difficile de mieux résumer la position que le Maroc doit prendre en face



Détendu malgré les spoutniks.

de cette grave question surtout après les mises en garde adressées à notre pays par l'Union Soviétique, mises en garde que vient de compléter cette semaine un message de Moscou, appelant le Maroc à refuser de prêter son territoire pour l'installation de bases stratégiques étrangères, que l'a fait l'éditorialiste du quotidien de notre parti « Ar Rai El-Amm » qui dit notamment :

« Hier s'est tenue à Paris la première séance de l'O.T.A.N., en présence des chefs des quinze Etats membres de l'organisation. La session est importante, peut-être la plus importante depuis la création de cet organisme.

« Les Marocains doivent prêter leur attention à ce qui se déroule dans ces réunions. Le Maroc se trouve dans une position qui lui fait subir, pour deux raisons au moins, l'effet direct de l'Organisation Atlantique.

« Premièrement la présence d'importantes unités de l'armée française dans notre pays. Deuxièmement la présence aussi des bases aériennes américaines.

« Il est fort possible que la France ait cherché à profiter de la solidarité de ses alliés dans l'Organisation Atlantique pour prolonger sa guerre destructrice en Algérie. Son président du Conseil a annoncé l'acceptation par le gouvernement, de la création de bases de lancement de missiles à moyenne portée en échange de l'appui américain à la politique française en Afrique du Nord, et à ses ambitions colonialistes.

« Comment le peuple peut-il accepter cette dangereuse situation ? Notre indépendance et notre sûreté exigent d'y mettre fin le plus tôt possible afin que nous ne nous trouvions pas plongés dans des aventures dont nous ne voulons pas et dans lesquelles nous n'avons aucun intérêt ».

Il serait difficile de trouver meilleure conclusion, c'est enseignement que le Maroc et aussi l'Afrique du Nord peuvent tirer de cette conférence de l'O.T.A.N. à Paris, enseignement que nous avons un jour résumé par ces mots: Ni Washington, ni Paris: RABAT Notre volonté de paix est une main tendue loyalement à tous les peuples sans discrimination. Pour ce faire il faut être libre de toutes alliances dangereuses et la première sauvegarde de notre indépendance doit être de conserver cet impératif pur de toute souillure.

HAFID JELABI

LE ATLANTIQUE

mées à Washington pendant l'été 1948, la Belgique, du Canada, de la France, des Pays-Bas, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, accord sur les clauses précises d'un traité de sécurité collective entre les nations de la

Propos sur la civilisation et les cultures nationales

CHANGER OU DISPARAITRE (XV^e et dernier Propos)

Les justes de toutes les nations ont droit à la vie éternelle. (Talmud).

Nous ne saurions conclure ces propos sans revenir à cette idée maîtresse : du moment que la civilisation est faite de participations directes et indirectes de tous les peuples, passés et présents, elle déborde les cadres régionaux : elle est « humaine ». Dans ces conditions, il n'est pas possible de penser la civilisation cantonnée dans un seul pays et se suffisant à elle-même, autrement elle cesserait d'être valeur en marche et se figerait : s'admirer toujours dans son propre passé, c'est s'enliser dans un désert où ne souffle plus la vie ; c'est, pour une société, sonner le glas de sa propre mort. Une culture tombe dans la vieillesse dès qu'elle s'abandonne aux fêtes : elle se désintègre par les mythes qui la rongent de l'intérieur et la stérilisent.

Réfléchir et agir à l'échelle de l'humanité, voilà la véritable tâche qu'assument le vrai savant, le vrai philosophe, le vrai éducateur, le vrai artiste. Par leurs recherches, ni Khawarizmi n'a voulu servir uniquement le monde de l'Islam, ni Galilée seulement l'Italie, ou Pasteur la France, mais le progrès de l'humanité entière. Il en est de même de tous les génies : leurs œuvres visent au delà du présent, du singulier et du particulier : elles atteignent à la loi, à l'universel. Sans être supprimés, l'individuel et le particulier ne représentent plus l'essentiel. Dans la conscience de ceux qui font progresser l'humanité, tels Euclide, Avicenne, Descartes, Spinoza ou Koch, l'individualité propre se subordonne à l'universel et se résout librement à une discipline sévère, sous le contrôle du vrai et du bien, notions qui, dans leur singularité propre, nous ramènent toujours à l'universel.

Les civilisateurs ?

Les voilà.

Ils ne manipulent pas des armes. Ils font don

à l'humanité, sans distinction ni discrimination, de ce qu'il y a de mieux en eux, voir de leur personne.

A la lumière de leurs enseignements et de leurs sacrifices, et en poursuivant leurs exemples, nous pourrions espérer voir, un jour, s'affirmer cette civilisation personnaliste qui, comme la définit Domenach, se soucie d'appeler des êtres humains, à une pensée personnelle, et en même temps à développer une recherche qui n'a point de terme. « En affirmant notre liaison au monde, au destin global de l'humanité, nous [les personnalistes] revendiquons notre historicité. Cependant, plus nous

par

Mohamed Aziz LAHBABI

voudrions la mettre devant notre action, plus nous voudrions ôter de notre réflexion centrale et conférer à notre projet personnaliste la vraie disponibilité, qui ne réside pas dans des engouements successifs, mais qui est réponse d'un être assuré dans sa foi et connaissant son but » (1).

Quelle foi ? Quel but ?

Pour sa part, la religion du Coran répond par un seul mot : *Islâm*. Islam ne veut-il pas dire soumission à Dieu, à la vérité et paix avec soi-même et avec les hommes ?

Sur ce terrain-là les trois grandes religions abrahamiques (considérées dans l'authenticité de leurs principes originels) se rencontrent (2). Elles se rencontrent entre elles d'une part, et de l'autre elles rejoignent tous les humanismes militants qui combattent pour l'abolition de l'esclavage, de l'asser-

visement et de la servitude : pour une libération humaine véritable.

A la cité bergsonnienne où les héros et les saints seraient des modèles supérieurs, mais malgré tout des prototypes, des isolés, nous préférons une société personnaliste où l'élan du cœur n'étouffe pas la lumière de la raison : extension de la justice et du bonheur, promotion générale de l'humanité. Selon un *h'adith*, l'idéal de la vie devrait être « la création des attributs divins dans l'homme ». Dans l'immédiat, et sans volteige spéciale, il suffit de réaliser un dessein simple, réaliste, possible, et qui est en même temps le plus urgent et le plus important : la coopération de tous pour le bonheur de tous, la revalorisation de l'humain, indépendamment du national, du racial et du religieux. Si bien que les générations futures parleront de notre siècle non pas tant comme l'époque triomphante de la grande industrie, de la vitesse, des grandes inventions techniques, des spoutniks, de l'économie planifiée, mais, plutôt (selon l'orientation que nous lui aurons donnée) ou bien comme l'âge des armes d'épouvante ou comme l'âge d'un nouvel humanisme. Car, de deux choses l'une : ou la bombe atomique continuera à détenir notre destin, ou nous saurons affronter la tâche réelle de toutes les cultures qui constituent la civilisation : considérer la paix et le bien-être de l'humanité toute entière comme un but, comme le but possible à atteindre, et agir en conséquence. L'heure du choix a sonné ! La preuve est faite aujourd'hui « pour les aveugles comme pour les sourds, qu'il faut changer le monde, changer l'homme ou disparaître » (3).

(1) Article cité, p. 162.

(2) La religion de Dieu « ne comporte aucune obligation pénible. C'est la religion de votre père Abraham ». Le Coran, xxii, 78.

(3) Jean Amrouche, *Ibid.* p. 125.

A propos du « DU CLOS A L'OUVERT » le débat est ouvert

Sous la rubrique « Du Clos à l'Ouvert », Lahbabi nous a donné quinze Propos intitulés « Des cultures nationales à la civilisation humaine ». Vu l'importance des thèses traitées, nous donnons la parole à ceux de nos lecteurs qui auraient des questions à poser à notre collaborateur ou des observations ou compléments à formuler.

Nous avons déjà eu l'occasion de publier, au sujet de l'un de ces Propos, une note de M. Richard, magistrat en retraite, (Démocratie n° 12) à laquelle Lahbabi répondra.

Démocratie a aujourd'hui le plaisir de communiquer à ses lecteurs des extraits de deux lettres reçues. Venant de deux personnes éminentes, ils nous apportent des éclaircissements et des précisions de grande importance.

Le Professeur Jean Lacroix, juriste et philosophe, n'est pas inconnu des intellectuels marocains qui, en plus de ses ouvrages, apprécient sa chronique de philosophie dans « Le Monde » et ses études dans « Esprit » dont il est un des fondateurs. Lacroix est, avec Mounier, un chef de file du personnalisme chrétien.

« ...j'ai lu tous vos Propos avec le plus vif intérêt et ne puis que les approuver : vous faites là une excellente œuvre de compréhension mutuelle. Vous savez que j'ai précisé mes idées sur le Travail dans la réédition de Personne et Amour, (Seuil), où il y a un chapitre précisément sur le travail. J'y suis revenu aussi dans ma Sociologie d'Auguste Comte (Presses), en jugeant la philosophie du Travail de Comte. Vous pourriez aussi tenir compte du petit volume du P. Chenu, Pour une Théologie du Travail (Seuil).

En ce qui me concerne, mettez plutôt les références à Personne et Amour, car c'est un texte qui a été revu et mis au point. De même pour Ricœur, il faudrait renvoyer à son volume Histoire et Vérité (Seuil), où est reprise son étude sur Travail et Parole... ».

La seconde lettre vient du Professeur Henry Mavit de Paris dont l'œuvre est une école de générosité ; sa pensée est dense et admirablement écrite. De sa longue lettre sur « Du Clos à l'Ouvert », voici quelques passages :

« ...Sur les idées essentielles, je me sens tout à fait d'accord avec vous. La solution des problèmes ne sera donnée que si l'on prend pour base du dénominateur commun : la personne, dans son sens le plus élevé. Nous avons

à retrouver la patrie humaine commune. J'ai apprécié la richesse de votre exposé, nourri, documenté, soulevé par une inspiration généreuse, celle qui nous lance vers les horizons vastes et libérateurs.

Votre critique du matérialisme, de la technocratie, de l'industrialisme, du monde des cités modernes est à approuver. Je me permets une réserve cependant, et je ne la formule que, parce que vos Propos constituent une véritable étude et donc laisseraient place à des développements complémentaires ; vous parlez justement de l'échec de la civilisation des cités, mais c'est laisser croire qu'il y avait ailleurs une réussite et ne montrer qu'un aspect de cette civilisation. Il faut un critère d'appréciation, or vous l'avez avec la personne. Quelle est la place faite à celle-ci ; quels sont des droits, quelles sont les lois, quelle est la condition économique, etc. Autant de questions complexes, et le bilan ne correspondrait pas toujours avec les affirmations, peut-être trop générales de certains passages.

Supprimez par la pensée l'essor industriel, l'essor européen, pensez-vous que l'on sera en présence d'un monde qui avait trouvé des bases humaines justes et solides ? Je ne le crois pas. C'est pourquoi il faut dépasser en coordonnant.

Autre objection sur un point particulier. L'extase, la mystique, n'est pas en marge. L'invoque Mahomet contre une affirmation semblable. Les mystiques sont aussi des créateurs. Je ne vois le salut que dans un élan spirituel, un bond en avant de la raison, la découverte du divin que nous adorons sous des noms diffé-

rents, fils du même Dieu. Mais ce sont des détails d'expression sur lesquels je m'arrête, car vous serez, je crois, de mon avis là-dessus. L'humanité solidaire, doit accomplir la grande croisade, la seule vraie, contre la haine, la misère, la souffrance et la mort, en retrouvant dans le temps l'Eternel.

Très bien ce que vous dites des différentes cultures. L'humanité est un grand orchestre symphonique (c'est un professeur allemand qui vient de me dire cela)... ».

Un Fellagha m'a dit...

(Suite de la page 4)

la franchir : on démine, on cisaille. on se glisse dans des tonneaux percés qui isolent et font tunnel... Non, il n'y a pas de « truc » militaire qui puisse venir à bout de la résistance algérienne, il n'y a qu'un « truc » politique, c'est la négociation sur la base de l'indépendance.

« Il faudrait que les Français se dépêchent, c'est dans leur intérêt. Nous, maintenant, on est parés, on z le pays en mains. C'est drôle, les Français se demandent si l'Algérie sera indépendante ou pas ; qu'ils viennent voir, l'Algérie, elle est déjà indépendante, il n'y a plus qu'à négocier leur statut ».

Il répète un slogan ? Il le comprend, au moins, et ce slogan a l'avantage d'être vrai. Amer vit — il était prêt à mourir — pour affirmer cette vérité. Il y a 8 millions d'Amer en Algérie. Calculez, et concluez.

Slimane me raccompagne. Nous croisons, en route, des maquisards : « Salut - Salut » — c'était simple.

Maurice MASCHINO

HONGRIE ANNEE ZERO

Pour ceux qui suivent les événements hongrois et les traduisent en clair, la position de Janos Kadar leur paraît maintenant assez précaire, après une année d'un régime de terreur. Il y a eu le procès de Pal Maletier, des écrivains hongrois, de Tibor Dhery, de tant d'autres qui avaient lutté en vain pour l'indépendance de leur pays. Mais, jus-

un signe majeur, mais voici qui donne à réfléchir plus encore : la revue en question s'en prend non seulement à Nagy et aux « contre-révolutionnaires », mais à tous ceux qui, de près ou de loin, avaient participé au gouvernement d'Imre Nagy. Kadar serait-il visé ? On le croirait volontiers : n'oublions pas en effet que l'actuel chef du gouvernement



Un arbre mort et un peuple dresse dans son amour de la liberté. Il faisait froid ce jour là quand la Hongrie donna son refus.

qu'à présent, une consigne était respectée par tous : la conspiration du silence au sujet d'un éventuel procès d'Imre Nagy. Or, dans la matinée du 12 décembre, une revue de Budapest s'en prend violemment à l'ancien chef du gouvernement hongrois. Elle affirme qu'il préparait depuis longtemps la « contre-révolution » et demande ouvertement si oui ou non il y aurait un procès Nagy. Cette attaque est déjà

hongrois a bel et bien été ministre sous le règne éphémère de Nagy. Que va faire à présent Janos Kadar ? A-t-il intérêt à ouvrir le dossier de Nagy et à faire instruire son procès ? Les événements ont parfois de ces surprises imprévisibles... Il songerait plutôt à abandonner la présidence du conseil au profit de Ferenc Munnich, se contentant de la direction du parti.

ALGERIE AN 3

On demandait récemment à Félix Gaillard si oui ou non il allait se récider à publier le rapport de la Commission de Sauvegarde. Il a répondu à peu près en ces termes : « Il sera publié en même temps qu'un livre blanc sur les atrocités commises par les fellagha ». Le rapport de la Commission de Sauvegarde a été quand même publié tout seul, dans notre confrère *Le Monde*, en date du 13 courant. Il est assez digest, mais il ne trompe personne. Cette publication est fort significative, si on l'inscrit dans son contexte : le temps. En effet, quelques jours après les débats de l'O.N.U. et à trois jours de l'ouverture à Paris de la conférence de l'O.T.A.N., elle préfigure un changement radical dans la politique algérienne du gouvernement français. C'est du moins ce que beaucoup de gens espèrent.

Le discours de S.M. Mohammed V à l'O.N.U. y a été pour quelque chose. Dans les milieux parisiens, beaucoup de gens y ont été sensibles. Même *Paris-Match* a souligné sa modération et son sens raisonnable. Mais c'est Jean Grandmougin, l'éditorialiste de Radio-Luxembourg, qui lui a rendu justice, en des termes pleins de bon-sens.

Pendant ce temps, deux événements majeurs continuent de défrayer la chronique, tant à Paris qu'en province. Tout d'abord, le verdict rendu au terme du procès de Ben Soddok (travaux forcés à perpétuité). Du point de vue strictement juridique, il est jugé comme une victoire. Maître Stibbe qui a défendu l'accusé exulte : il a sauvé une tête. Dans le climat passionnel actuel, personne ne s'attendait à ce verdict. Il y a des gens, par contre, qui vous diront que les magistrats ont évité de faire de Ben Soddok un martyr. De toute façon, si mini-

me soit-il, il s'agit là d'un changement des temps.

Un autre fait va bientôt bouleverser l'opinion publique. Je vous donne le communiqué des agences de presse :

« Belfort, 13 décembre. — Agis-



Sans commentaire.

sant en vertu d'un mandat d'amener du juge d'instruction d'Alger, les services de la D.S.T. ont procédé à l'arrestation du pasteur Mathiot, de Belfort, ministre du culte protestant de cette ville, ainsi que de M. Rapiné, brigadier-chef des Douanes, de son fils, employé à l'Alsthom de Belfort, et de sa fille, étudiante à la Faculté des Lettres à l'Université de Besançon. Ils sont tous les quatre inculpés d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Le pasteur Mathiot avait hébergé un des chefs du F.L.N. et lui avait fait franchir la frontière suisse à bord de sa voiture. Francis Rapiné avait collecté 400.000 francs pour le F.L.N. »

Sans commentaire.

DES « BOUGNOULES » COMME LES AUTRES

(Suite de la page 5)

raux ». Todd a la franchise plus rude, plus vraie : « L'Armée bombarde le plus souvent officiers des brutes ou des imbéciles... Vues de près, la bêtise, l'étroitesse d'esprit de la quasi totalité des officiers supérieurs et généraux est surprenante. On comprend qu'ils aient besoin d'uniformes pour s'imposer ». Comment ces officiers, brutes ou imbéciles, et souvent les deux, se révéleraient-ils formateurs d'hommes qu'au demeurant ils ne connaissent pas ? Et des autres, la caste bâtarde et complexée des « sous-off's », quelle intelligence peut-on attendre d'une mission qu'ils n'imaginent même pas ?

Ainsi, livrés à eux-mêmes, à leur inutilité, à leur peur, noyés dans ce « gigantesque merdier » de racisme et de haine, ces types vivent à la dérive, font une guerre qui ne les regarde pas, tuent les hommes sans savoir pourquoi, en « protégent » d'autres, qui les méprisent.

« Bougnoules » à leur tour, ils essaient le mépris des officiers, ça semble normal dans cette armée, et le dédain, c'est plus paradoxal, des Européens. quand on les croise, on s'écarte, parce qu'ils bousculent, qu'ils sentent mauvais, parce qu'un soldat, c'est suspect, c'est pas un homme comme les autres : « On est là pour le défendre (le fermier), mais c'est tout comme si on le gênait. Il fait frisquet la nuit. On lui a demandé de nous vendre du bois pour allumer un poêle. Il a pas marché. C'est pas la même mentalité que nous. Renard dit qu'il nous traite comme bougnoules ».

Il y a aussi ce riche colon de la région de Meknès, Emile Colonna, qui fait un rapport parce que les soldats, prétend-il, lui ont volé quelques oranges et un poulet. « Non, eux et nous, c'est pas pareil », et c'est peut-être parce que ce « nous » ça ne ressemble à rien, après quelques mois d'armée, que ces jeunes gens sont tellement avides de se voir, de se toucher sur une photo. Il semble qu'alors l'imagination, ou le souvenir, soient la seule garde possible contre la désintégration de la personne.

Il arrive pourtant que quelques-uns découvrent, dans l'absurdité de leur inexistence quotidienne, sinon une raison, du moins comme un motif, si fugitif soit-il, de survivre. Tels ces deux

ou trois soldats qui s'inquiètent de la réalité marocaine, de sa détresse, et des justes raisons qui firent se révolter les Marocains. Tel cet autre, l'étudiant Renard, qui passe quelques heures réconfortantes auprès de moines installés depuis plusieurs années dans la région. « Une détente extraordinaire s'est mise à couler en moi ». Comme il dit vrai ! Et comme la paix de ce monastère, et le respect de l'homme que tout y rappelle, tranche avec la vulgarité d'embas ! Mais ces haltes sont brèves, et peu en profitent : pour tous, c'est la lente et morne dégradation, l'abjecte chosification de l'homme.

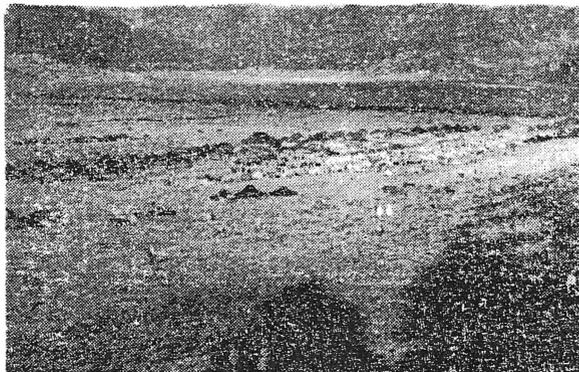
N'incitera-t-elle personne à la révolte ? La désertion ne tentera-t-elle pas

les meilleurs, les plus lucides, les plus conscients ? Renard s'est posé la question, et un jeune Marocain s'est offert, pour lui faciliter la tâche. « C'est bien tentant à certains points de vue, écrit-il à un ami, surtout quand on a vu quelques cadavres... J'ai eu raison de ne pas accepter, puisque je suis en vie. Si je m'étais fait tuer dans l'embuscade de la semaine dernière, j'aurais eu tort ».

Renard, qui se fera tuer dans une embuscade la semaine suivante, a eu tort de ne pas désertir.

Mais, dans l'univers de l'absurde, avoir tort, avoir raison, cela a-t-il encore un sens ? Individuelle, sa désertion eût-elle servi ? L'abrutissement de ces hommes est tel, et si grande leur réduction au plus petit facteur humain — la faim, la peur, la haine — que la révolte d'un seul les eût laissés insensibles. Est-on seulement sensible à la mort d'un copain ? « C'est con, hein, de se faire descendre comme ça... C'est comme les mecs qui se sont fait buter avant l'armistice », dit Monnier, parlant de Renard. Et ce fut tout.

« C'est pas normal, un soldat... « C'est pas normal » non plus qu'un jeune écrivain réussisse d'emblée une œuvre aussi parfaite, qu'il maîtrise, avec une telle aisance, les ressources vives de son talent ; ça relève du tour de force, d'un certain génie. Génie de la langue, du trait incisif, de la notation aigue, art du portrait ou du raccourci, génie de l'homme, enfin, — et qui promet.



A Sidi Ali, il y avait la corvée d'eau tous les matins.

Le drame de la Scolarisation en Algérie

— Dans dix ans, que seras-tu, je te le demande ?
— Dans dix ans, je serai un cirque de vingt ans,
si Dieu le veut.

(« LES BOUCS » — Driss CHRAIBI)

Il est un aspect de la crise algérienne dont on parle peu, c'est celui de l'enfance de ce pays. Il est intéressant d'aborder le problème algérien sous l'angle de la jeunesse et cela d'autant plus que l'Algérie — pays jeune par excellence — compte 3.500.000 enfants de moins de 14 ans, soit près de la moitié de sa population musulmane et qu'il n'y a pas plus de 5 % de plus de 60 ans — c'est pourquoi nous avons voulu nous pencher sur quelques aspects de cette délicate question.

Pour bien comprendre la psychologie de l'enfant musulman algérien, il faut le situer d'abord dans son milieu familial et social et éventuellement (pour quelques privilégiés) étudier son évolution dans le milieu scolaire.

Refoulée par les invasions successives vers les massifs montagneux ou les hauts plateaux, sa famille n'arrive à subvenir à ses besoins que par un travail acharné et constant sur un sol rocailleux et ingrat. Souvent, la terre ne pouvant les nourrir, le père va travailler en France après avoir patiemment économisé l'argent du voyage et sans s'être toujours assuré de trouver un emploi en métropole — à quoi bon d'ailleurs, des panneaux publicitaires proclamant dans toute l'Algérie que la main-d'œuvre manque en France et les agences de voyage se chargeant de leur faire un prix — et là d'autres déceptions les attendent : des cartes de chômage, des rafles, des vérifications d'identité, parfois l'hôpital franco-musulman de Bobigny — « Pas de gîte — Pas de travail — Pas de fraternité ». Le sort de ceux qui restent n'est guère plus enviable. Certains émigrent vers les grandes villes où ils vont grossir la population grouillante des bidonvilles des faubourgs. D'autres, constituant l'immense majorité des ruraux, forment le sous-prolétariat agricole — de condition misérable.

C'est donc dans un climat de misère et de lutte que l'enfant grandit et se forge. Souvent hélas, la loi de sélection naturelle jouant dans cette population misérable, il ne résiste pas à ces dures conditions et la mortalité infantile, très forte, atteint près de 50 % des enfants de moins de 5 ans. Il n'est pour s'en rendre compte que de consulter les listes d'état-civil publiées quotidiennement par la presse algéroise.

Au départ, le garçon a sur la fille une supériorité incontestable. Etant imbu de l'importance qu'on lui accorde dans sa famille dès sa prime jeunesse, il veut être un homme de bonne heure. De bonne heure aussi, il est livré à la rue et il apprend à sa débrouille seul. Quand il n'a pas la possibilité de trouver place sur les bancs de l'école — ce qui est le cas de 2.500.000 petits Musulmans, soit plus de 80 % — il se doit d'aider, dans la mesure de ses possibilités, sa nombreuse famille : porteur, cireur, crieur de journaux ou marchand de cacahuètes, voire même mendiant, telle est sa jeune destinée. Les conditions très dures dans lesquelles il vit font qu'il est appelé de bonne heure à réfléchir à certains problèmes — surtout quand le père est absent — et cette réflexion imposée amène chez lui une maturité d'esprit précoce.

La plupart du temps, vivant dans un milieu superstitieux, il le devient à son tour et de grandes frayeurs s'installent dans son esprit. Même chez cet enfant devenu adulte ces superstitions subsistent. Cependant, malgré les frayeurs qu'elles occasionnent, toutes ces histoires de « djins » nourrissent

l'imagination avide de l'enfant comme la nourrissent toutes les histoires merveilleuses que lui raconte sa mère ou sa grand-mère le soir, à la veillée. D'ailleurs ces histoires constituent la première éducation morale de l'enfant et c'est ainsi qu'il distingue le juste et le méchant, le puissant et le faible, le simple et le rusé.

Son entrée à l'école est un grand bouleversement dans sa vie car c'est

par Ali HAMADACHE

pour lui un monde absolument nouveau — milieu artificiel où il se sent étranger. Au départ, l'enfant musulman a un sérieux handicap car il devra faire preuve de beaucoup de bonne volonté pour s'initier à une langue totalement étrangère à sa langue maternelle, et cela d'autant plus que ses parents — bien qu'ils aient déployé beaucoup d'efforts pour le faire admettre à l'école — ne peuvent manifester bien

la culture française ? En enseignant également les deux langues à tous les Algériens sans distinction, on pourrait égaier leurs chances. Alors peut-être ne verrait-on plus certains maîtres faire apprendre aux petits musulmans des résumés où il est question de « nos ancêtres les Gaulois ». Peut-être aussi les petits Européens aborderaient-ils avec un peu plus de considération leurs camarades musulmans s'ils soupçonnaient l'important héritage culturel laissé par la civilisation musulmane au monde moderne. Mais, disent les Européens, nos enfants seraient désavantagés si on leur apprenait l'arabe. Il est facile

humilié qui couve en lui. Au début, il est réceptif et les humiliations et vexations se succédant il parvient à les accepter même devenu adulte. Le fatalisme aidant — fatalisme entretenu à dessein par le maraboutisme, enfant chéri du colonialisme — il se résigne et c'est cette résignation qui a caractérisé une bonne partie de la génération passée. Mais la nouvelle génération n'a point voulu continuer à subir cet état de fait et cette fois le vase était bien trop plein pour qu'il ne déborde pas. C'est ce qui explique pourquoi ce sont surtout les jeunes qui manifestent le plus d'enthousiasme dans la lutte libératrice.

D'autre part, si matériellement les Européens ont plus ou moins les moyens de satisfaire les désirs de leurs enfants, les Musulmans ne peuvent absolument rien pour les leurs. C'est là que l'enfant commence à comprendre qu'il existe un fossé entre les deux communautés et qu'il ne peut accéder à toutes ces joies de l'enfance qui ne sont pas réservées aux siens.

Quand il est mêlé à des enfants européens, bientôt il prend conscience de la frustration des siens au sein de cette « communauté franco-musulmane » où le Français reste le frère aîné. Souvent taquiné ou tourné en dérision par ce dernier, il ne peut rester insensible à ces rebuffades qui confirment chez lui ce sentiment d'infériorité dont il n'arrivera — devenu adulte — à se défaire que très difficilement, et cela d'autant plus qu'il s'apercevra en grandissant qu'il est sous l'étroite dépendance de cadres exclusivement français. Il est bien difficile, sinon impossible, de persuader les petits écoliers de souche européenne qu'ils se doivent de l'admettre en égal dans leur société et de les débarrasser de leurs préjugés raciaux et de leur défiance d'ailleurs soigneusement cultivés par leurs parents. Ainsi certaines mamans européennes parlent-elles peu du loup-garou ou du croque-mitaine à leurs petits enfants, l'Arabe — dans tout le sens péjoratif où l'administration coloniale l'entend — est brandi comme un épouvantail pour faire peur aux plus récalcitrants. Inversement, mais dans un tout autre esprit, le Musulman menace son fils du gendarme ou du « roumi » qui pourrait le mettre en prison s'il n'est pas sage et obéissant.

Ainsi au fur et à mesure que l'enfant grandit il voit s'élargir ce fossé qui le sépare de la communauté française. Les événements actuels ont fait reprendre conscience à l'enfant musulman d'Algérie de sa dignité humaine. Il est devenu intimement mêlé à tous les épisodes de la révolution — comme en témoigne la dernière grève scolaire — et il a apporté, lui aussi son tribut à la lutte libératrice. N'oublions surtout pas que c'est ce même enfant qui subit la « pacification » et assiste quotidiennement aux brimades, aux perquisitions et à l'emprisonnement des siens, qui fera l'Algérie de demain.



Ils sont plus d'un million à ne pas fréquenter l'école.

souvent toute l'attention désirable à ses progrès scolaires. Cela est imputable à leur ignorance absolue de la langue française et parfois à l'absence du père, parti travailler en ville ou en France. Comment même peuvent-ils l'aider dans son travail scolaire quand on sait que la proportion d'adultes musulmans illettrés est de 94 % pour les hommes et 98 % dans la population féminine (chiffres donnés par l'UNESCO).

Cet handicap de la langue française se manifestera encore lors de l'entrée en sixième et même les plus doués peuvent rater leur dissertation ou leur problème si le sens d'un seul mot leur échappe. Ainsi, au cours d'un certificat d'études en Kabylie, toute une classe de petits Kabyles se trouvant devant ce sujet : « Décrivez une attraction foraine », ne put parler d'autre chose que de la traction-avant du directeur de l'école.

Dans ces conditions d'enseignement sa personnalité ne peut s'affirmer et s'épanouir pleinement. Ne serait-il pas souhaitable de développer sa propre culture tout en continuant à l'initier à

de 1954). La disproportion est encore plus grande dans l'enseignement supérieur (57 Musulmans sur 5.146 étudiants).

Il n'est pas étonnant aussi que l'article 57 du Statut de l'Algérie « organisant l'enseignement de la langue arabe à tous les degrés » n'ait jamais vu le jour, quand on considère la motion votée le 5 mars 1954 par les Inspecteurs départementaux de l'enseignement primaire qui « pensent que ni l'arabe dialectal qui n'a que la valeur d'un patois, ni l'arabe littéraire qui est une langue morte, ni l'arabe moderne qui est une langue étrangère, ne peuvent constituer une matière d'enseignement obligatoire en Algérie » et qui considèrent cet enseignement « comme une forme oppressive d'arabisation ».

Ainsi, tout est mis en œuvre pour dépersonnaliser l'enfant musulman et en faire un « indigène » soumis et résigné dans un pays où il est étranger et où il sent qu'on le supporte comme un mal nécessaire, l'enseignement étant pour lui non pas un droit mais une faveur. C'est déjà un homme

« Démocratie »

Directeur : M. CHERKAoui
65, Bd Danton - Casablanca
Téléphone : 537-85 et la suite
Adr. Tél. : Démocratie Casablanca

ABONNEMENTS :

1 an 1.500 frs
6 mois 750 frs
3 mois 400 frs

C.C.P. Rabat 883-83

Imprimerie AMAL, 65, Bd Danton

Le sujet a été traité dans ses coins et ses recoins. Tout en a été dit et M. Saslavyk vient trop tard. Seule la manière — violente et originale — dont le réalisateur des « Louves » nous le dit nous incline à ne pas lui tenir rigueur de suivre des sentiers battus. Et c'est un film qui, de surcroît, aura l'heur de plaire aux amateurs de suspense. Il est vrai qu'ici le suspense est plutôt diabolique, maléfique et tragique. Il s'agit d'un homme aux prises avec trois femmes démoniaques aux prises avec lui-même. Et l'on a même parfois l'impression qu'au fond ce n'est ni « Bernard », ni Agnès, ni Hélène, ni Julia qui tiennent les ficelles mais qu'ils sont tout simplement entraînés par une machine infernale qu'un simple mensonge a mise en marche. Car en effet c'est sur un simple mensonge que toute l'action est bâtie.

Hélène, une jeune fille de province a un filleul de guerre, Bernard avec qui elle correspond depuis fort longtemps mais qu'elle n'a jamais vu. Bernard qui est prisonnier, réussit un jour à s'évader en compagnie d'un de ses amis Gervais. Ils espèrent trouver asile chez Hélène mais Bernard est tué en cours de route par un wagon en manœuvre. Résigné, Gervais se décide à se rendre seul chez Hélène. Ses forces le trahissent, il s'évanouit. Revenu à lui-même il ne tarde pas à se rendre compte qu'Hélène l'a pris pour son filleul. Alors par fatigue, par gentillesse, pour ne pas dire que celui que l'on attend est mort... il ment. Il se fait passer pour Bernard. Ce mensonge, cela se comprend, en entraînant de sa part beaucoup d'autres. Et « Bernard » continue de mentir, par habitude ou plutôt parce qu'il doit continuer, tragiquement, jusqu'au bout.

Mais Agnès la sœur d'Hélène attiré par Gervais lui laisse entendre qu'elle n'est pas dupe de son mensonge. Inquiet, Gervais ne sait plus où donner

de la tête. Cette « menteuse en suspense » l'effraie trop. Il en fait en maîtresse.

Là intervient soudain un nouveau personnage : Julia la sœur de Bernard qui a appris l'évasion de son frère et qui a découvert son refuge. On s'attend à ce que tous les mensonges s'écroulent...

sonnier de son mensonge.

Heureusement Hélène n'a rien découvert, elle ne soupçonne rien ou du moins elle ne semble rien soupçonner. Puis un drame éclate : Agnès et Julia disparaissent dans des conditions particulières tragiques.

Gervais respire enfin : Il épouse

Bernard venait d'hériter.

Vient alors une scène riche en drame et particulièrement réussie. Elle fait le point en quelque sorte de tout le film. Tout devient logique, tout s'enchaîne. Ce qui paraissait invraisemblable devient compréhensible.

Il faut faire ici une mention particulière à la qualité des images : elles sont en effet très bien prises ce qui n'est pas sans rehausser la valeur de ce film qui est un nouveau chef-d'œuvre des maîtres du « suspense ».

On peut sans doute discuter de l'opportunité de certaines scènes qui n'ajoutent rien à rien. Le chat noir qui « fait les cent pas » à la porte de la villa d'Hélène ne signifie rien et l'on pouvait tout autant se passer de ces séances de « spiritisme ». On ne pourra pas cependant nier qu'à côté de cela on trouve des détails subtils et qui à eux seuls suffisent pour évoquer toute une atmosphère. Témoin ce poulet qu'Agnès reçoit dans un paquet et dans le secret le plus absolu. Témoin aussi les pas des soldats qu'on devine très proches mais qu'on ne voit pas ou encore un coup de feu que l'on entend, quelque part dans la nuit.

Que dire de l'interprétation ? J'ai beaucoup aimé le personnage de Gervais. C'est à croire que ce rôle a été



Aux prises avec trois femmes démoniaques.

Mais non, Julia, elle aussi rentre dans le jeu et de plein-pied. Elle ne démasque pas Gervais. Le mensonge continue à être roi. Gervais est épouvané. Il ne comprend plus rien à rien. Il craint d'être l'enjeu d'une mystérieuse partie. Mais que faire quand on s'est fait pri-

Hélène et tout semble s'arranger pour le mieux dans le meilleur des mondes quand Gervais apprend qu'Hélène aussi n'était pas dupe. Elle savait que « Bernard n'était pas Bernard ». Elle ne l'avait épousé que pour jouir ensuite de quelques 20 millions de francs don-

LES « CYCLONES »

(De notre correspondant à Mazagan)

Le « tout Mazagan » était présent au rendez-vous donné par la troupe Julien Raybaud. On notait parmi la sélecte assistance quelques personnalités dont le Dr Paoletti, vétérinaire de la médecine mazaganaise. La Municipalité, soit dit en passant, se trouvait représentée par des intellectuels de dernière heure. Mais qui pourrait contester leur érudition « métrique » ? Les kesarias ont bel et bien supplanté les universités. La prédominance estudiantine se faisant néanmoins ressentir et apportait comme il se doit sa note de jeunesse à l'ambiance pré-théâtrale.

Julie Roy s'était proposé de nous livrer, grâce à l'interprétation des comédiens de Radio-Maroc, une des plus caractéristiques épopées de notre ère ; la suprématie de l'homme sur l'hostilité souvent meurtrière de la nature. Pour cela il fallait mettre sur la sellette des caractères exceptionnels sans que cette attribution ne s'harmonise avec un réalisme des plus agissants d'ailleurs.

UN THEME D'ACTUALITE

L'expérimentation des « CYCLONES » création forcée d'un ingénieur de l'Aéronautique n'était pas très édifiante pour l'escadrille des volontaires qui s'étaient proposés d'en être les initiateurs. Les officiers s'écrasaient un à un sans pouvoir signaler les erreurs de fonction malgré les consignes militaires. Pour les responsables, la situation devenait franchement intenable. Le grand commandant, J. Raybaud, le commandant Max, chef de l'escadrille autant que son second Richard abandonnèrent en effet toute passivité disciplinaires.

LE HEROS...

Un angoissant problème se trouvait posé à l'état-major par suite des réticences locales qui prirent expression de révolte en la personne du commandant Max. Ce personnage centralise toute l'action de la pièce. André Veyret s'en est acquitté avec beaucoup de désinvolture et de courage. Il en veut à l'ingénieur d'avoir mis au point un « monstre » dont la maniabilité se traduisait en catastrophes.

Secondée par une presse exploitant la moindre fissure pour en faire une « marmelade sentimentale », les familles des pilotes n'arrivaient pas toujours à supporter les conséquences de cette gigantesque entreprise.

LE COTE AMOUR

Ainsi, Tessa Berg qui personnifiait la frêle épouse du capitaine X, dernière victime, ne fit-elle pas une entrée des plus émouvantes ? Se refusant à admettre la cruelle vérité, elle restait accrochée à son rêve comme une sensitive inconsciemment meurtrie. La tragédienne nous a tout simplement bouleversés par cette attitude vague et combien révélatrice du drame : sa raison avait succombé... La poésie de son monologue se révèle aussi saisissante que l'originalité du décor, très unifié cependant. La grande rénovation a consisté en l'exposition d'un écran cinématographique, au plan secondaire, permettant l'évolution des « CYCLONES » sur la base.

J. Bretonnière a pu maîtriser la nature un peu sévère de l'ingénieur. En fin de compte il s'est imposé malgré son effacement prémédité. Evelyn Flore

de son côté s'est adaptée à son rôle, très restreint de secrétaire, disons avec tout le charme que recèlent ses vingt ans. L'auteur a laissé planer entre elle et l'ingénieur les prémices d'une idylle

ORIGINAL DENOUEMENT

Enfin, évoquons le maître, notre fa-milier Julien Raybaud. Sans entrer dans les détails de sa création, gageons que sa voix d'une flexibilité bien en rapport avec l'ironie ou la profondeur de l'expression reste aussi envoûtante sur la rampe qu'au micro. « Il » a semblé à certains moments hanté par une multitude de sensations macabres. Devrait-on en attribuer l'influence au sort de jeunes sacrifiés à qui il ne pardonne pas, au dénouement, leur fatidique « mouvement de jeunesse », source même du désastre, ou encore à la sénilité manifestement proche ?

Mais son émotivité toujours en éveil constitue un sacré tremplin pour ses conceptions bien à la page.

Nous n'oublierons pas les spirituel Richard (J.C. Rey) qui a pu, lui, exprimer non sans humour l'« isolationnisme » qui réhausse en quelque sorte la condition de ces héroïques pionniers.

...Ni le représentant de l'Etat-Major dont les préoccupations semblent s'inspirer du proverbe romain : « Pour avoir la paix prépare la guerre ». Cette scène du général s'ingéniant à prévenir toute suspension des essais est une image bien rendue de la course aux arguments. En fait nous rejoignons les péripéties du spoutnik, toujours à l'ordre du jour.

GHAZI Mustapha



Bernard n'était pas Bernard

spécialement créé pour François Périer. J'ai moins aimé l'interprétation de Madeleine Robinson qui, à mon sens, eût gagné à être plus « passionnée » si je suis dire. Quant à Jeanne Moreau que dire d'elle sinon qu'elle fut égale à elle-même.

Cependant la qualité maîtresse de cette œuvre est bien au-dessus de tout cela. Et c'est par là que cette œuvre est grande. L'habileté de l'auteur a été en effet de faire de ce film qui a essentiellement pour ressort le fantastique une œuvre éminemment réaliste.

Victor MARKA

LE JOURNAL DE LA SEMAINE

En présence d'une assistance de futurs diplômés

S. M. le Roi a inauguré la Nouvelle Université Marocaine

Le Maroc vient d'être doté d'une nouvelle université. C'est en effet samedi 21 décembre 1957 à 10 heures du matin qu'accompagné de S.A.R., le Prince Héritier Moulay Hassan et de S.A.R. Moulay Abdallah, Sa Majesté le Roi déclara voir réalisé : « Un de ses vœux les plus chers » en inaugurant la première université marocaine moderne.

Tout en rendant hommage à la vénérable université Karaouiyine, centre d'études spirituelles et profanes et gardienne du Coran et de sa langue, Sa Majesté le Roi ajouta :

« Nous n'avons pas cependant perdu de vue que le Maroc nouveau doit être pourvu d'universités modernes susceptibles de former des hommes compétents dont le pays a besoin dans tous les domaines, car nous savons que sans de telles universités le Maroc demeurerait à la charge de l'étranger et notre enseignement resterait inefficace.

« Le Maroc doit également susciter des vocations dans le domaine de la recherche et de l'invention, afin de participer aux progrès de la science et de la civilisation. C'est pourquoi nous sommes résolument décidé à créer à côté des universités marocaines des centres de recherches et de formation technique et professionnelle afin que notre pays rattrape son retard dans ces domaines et mène une vie qui s'harmonise avec l'ère nucléaire.

« Pour atteindre ces objectifs, il est nécessaire de repenser le problème de l'enseignement dans son orientation et ses méthodes aussi bien dans le traditionnel que le moderne, car en fait ces deux formes d'enseignements sont déjà dépassés et ne répondent plus aux nouvelles exigences de notre époque ».

C'est donc à une véritable révolution de l'enseignement supérieur que Sa Majesté le Roi convie les cadres du Ministère de l'Éducation Nationale. La nouvelle université marocaine marque dans l'esprit de Notre Souverain un premier pas vers ce temps qui est « celui des satellites artificiels ».

Il est vrai que cette université doit permettre de repenser le problème de l'enseignement au Maroc et tout particulièrement celui de l'enseignement supérieur. Depuis l'avènement du Maroc à l'auto-gestion de ses propres affaires dans le cadre de l'indépendance recouvrée, une négligence certaine a présidé aux décisions du Ministère de l'Éducation Nationale. Incapacité des cadres nouvellement promus dans de trop nombreux cas, négligence totale des aptitudes, n'ait-on pas vu contre leurs grès des professeurs karaouiyinistes de droit musulman, promus professeurs de droit constitutionnel. Cette grave carence dans les actes et les désignations met en danger l'avenir culturel.

Si le Maroc manque de cadres

il est possible de faire appel à des professeurs étrangers et notamment à des pédagogues en provenance des pays arabes. En outre, une charte de l'étudiant assurant ses droits et ses devoirs doit être promulguée. Il faut aussi penser que l'éducation et la promotion à l'enseignement supérieur doit avant tout se faire selon les capacités des individus et non selon la fortune des parents.

Le Ministère de l'Éducation Nationale se doit de créer des foyers, des cantines, des logements universitaires, des bourses et en cas de besoin une caisse mutuelle. Également une sécurité sociale doit être créée pour les étudiants, de même que des dispensaires où ils trouveraient des soins et des remèdes gratuits. Les étudiants marocains à l'étranger devraient pouvoir en cas de besoins financiers motivés faire

appel aux ambassades du Maroc dans les pays où ils poursuivent leurs études, des caisses spéciales pourraient être prévues pour cela.

Il est indispensable d'encourager la création d'une élite intellectuelle au Maroc. L'Université de Rabat doit dans l'avenir être suivie d'autres universités dans les autres villes du Maroc. Mais en attendant, il serait sans doute possible de créer dans les principaux centres urbains des sections suppléatives ou préparatoires à l'Université de Rabat. La volonté du Maroc doit lui permettre une participation constructive à l'activité scientifique. L'heure du repli sur soi-même est dépassé, la science demande la collaboration effective de toutes les nations et de tous les hommes susceptibles de lui apporter l'actif concours de leur savoir. Sur ce chemin le Maroc entend

prendre une place de choix, car c'est la volonté de Son Roi et de la Nation.

Il est aussi indispensable que la conception de l'université marocaine s'adapte non seulement à l'esprit scientifique moderne mais aussi aux idéaux démocratiques. L'acquisition de la science est la voie la plus sûre vers la libération de l'individu et de la nation, mais faut-il encore qu'à côté du savoir, l'étudiant marocain reçoive de ses maîtres une éducation qui lui donne le goût de la liberté, de la justice et de l'égalité.

L'inauguration de cette université comble de satisfaction le peuple mais ce n'est là qu'une première étape, d'autres universités et laboratoires de recherches sont nécessaires pour faire du Maroc le pays moderne, libre et prospère que nous voulons.

Une conférence du Professeur DUVERGER

Samedi 21 courant à 18 h. 30, le Professeur Duverger, publiciste bien connu et dont les travaux font autorité, donnait une conférence à Casablanca sur le sujet. « La crise de la Démocratie au XXe siècle ».

Le conférencier traite de la crise du régime démocratique dans les pays anciennement indépendants et démocrates et ensuite de l'adaptation de la démocratie dans les pays nouvellement indépendants et qui s'organisent.

Après avoir exposé les différentes phases de l'installation du régime démocratique dans les pays occidentaux, en soulignant que la première phase a été celle de la conquête de l'égalité politique et de la lutte contre les privilèges de la féodalité et de la noblesse, il a parlé de la deuxième phase celle de la formulation et de l'application des droits publics telles que les libertés de presse, de réunion, d'association etc...

Le conférencier aborda ensuite le problème crucial, celui de la lutte pour la démocratie sociale. C'est en abordant ce troisième point que le Professeur Duverger souligne le drame que vivent actuellement les pays démocratiques à qui se pose sous la pression de la concentration industrielle et des revendications populaires le dilemme entre d'une part l'amélioration du sort de la classe ouvrière et l'exercice des libertés démocratiques.

Car sous l'influence des théories marxistes, certains penseurs, considèrent que la satisfaction des revendications populaires ne peut se réaliser, que sous le régime autoritaire contrôlé et dirigé par la classe ouvrière principale intéressée à la transformation. Il a longuement développé la théorie du dépérissement du pouvoir gouvernemental. Or si l'on peut constater le début de cette dictature prolétarienne dont on voit le commencement, on ne peut en deviner la fin. Il cite longuement l'exemple de la Russie.

Le Professeur Duverger déclare que l'on peut très bien envisager une planification judicieuse dans le

cadre du régime démocratique et par conséquent une tendance à la satisfaction des besoins matériels urgents de la nation.

Il fait en passant remarquer que la science de la planification est plus au point en France qu'elle ne l'est en Russie.

Malgré les difficultés d'adaptation de la démocratie aux nouvelles techniques de productions, il n'en reste pas moins qu'une expérience est en cours et qu'elle est plus favorable dans son ensemble à l'application du régime démocratique qu'elle n'est au système dictatorial.

Il aborde ensuite le cas des pays récemment libérés qui se caractérisent d'après le conférencier par les traits essentiels suivants :

- 1) Les cadres pour diriger, administrer et produire sont insuffisants.
- 2) Les problèmes qui se posent sont très nombreux et sollicitent en même temps les dirigeants.

Le professeur Duverger après avoir réfuté la thèse de ceux qui prêchent en faveur des régimes totalitaires pour les pays nouvellement indépendants afin de mieux accélérer leur industrialisation, il met en garde l'assistance contre les aventures dictatoriales qui mettent en péril et pour une longue période les libertés fondamentales de l'individu. Il met aussi en garde l'assistance contre les faux semblants, contre les régimes démocratique que l'on plaque dans des pays sans les adopter aux réalités humaines.

Le Professeur Duverger insiste beaucoup sur l'éducation démocratique à donner aux masses et recommande aux partis politiques de faire l'éducation civique du citoyen afin de l'aider à participer activement et efficacement à la vie de la nation.

Radio, journaux, propagande bien conçue rien ne doit être épargné pour élever la pensée de l'individu. Le conférencier s'arrête longuement sur le mérite de l'enseignement et juge que la démocratie ne peut se propager et prospérer que dans un milieu éclairé instruit d'où l'analphabétisme est éliminé.

Il a ensuite décrit les mœurs politiques de la Grande-Bretagne la donnant comme l'exemple des pays où les mœurs et les réflexes des citoyens sont authentiquement démocratiques.

En conclusion il a prêché que les nations comme les citoyens doivent être conséquents avec eux mêmes. Dans leur action ils doivent appliquer leurs idéaux et non avoir des idées démocratiques pour l'opinion publique internationale et des attitudes contraires à ces idées à l'intérieur du pays. Tout pays ou tout individu qui joue le double jeu, qui louvoie, finit par se perdre dans les contradictions et les ambiguïtés.

Le conférencier longuement applaudi par une assistance très nombreuse a terminé en souhaitant que son pays soit conséquent avec ses idéaux et ne s'oppose pas à l'indépendance des peuples.

La conférence du Professeur Duverger fut lumineuse et bien construite, cependant vers la fin de son exposé, quand le conférencier aborda le problème de la démocratisation dans les pays récemment libérés, sa pensée ne fut pas très claire et nous croyons comprendre qu'il envisage pour ces pays une démocratisation progressive dont il ne décrit d'ailleurs pas les étapes.

Nous ne partageons pas cette opinion de l'éminent publiciste. Un enfant pour apprendre à marcher fait des chutes, mais il finit par retrouver l'équilibre et par faire son chemin. Telle est la situation des jeunes pays qui s'ouvrent à la démocratie. Il faut leur faire confiance et corriger au fur et à mesure l'inadaptation de leurs institutions démocratiques.

Nous devons envisager pour notre pays une démocratisation intégrale et non une suite de petites expériences qui seraient freinées au fur et à mesure pour « les nécessités » d'un pouvoir qui se veut autoritaire.

La démocratie est une option, elle ne peut être faite qu'intégralement et non par fraction.